

Coupable ou victime?

Quelques remarques sur la politique étrangères de Napoléon III

ISTVÁN MAJOROS

On connaît bien la fin du Second Empire: une catastrophe militaire, une défaite lourde subie à Sedan en septembre 1870 dans la guerre franco-prussienne. L'empereur devint prisonnier de guerre, mais il ne fut pas banni à l'Île de Sainte-Hélène, comme Napoléon I^{er}: sa vie prit fin en Angleterre en 1873. Après Sedan la guerre se poursuivait par le siège de Paris et dans les provinces on commença à organiser des armées pour débloquer la capitale assiégée. À côté des événements militaires il y eut une lutte diplomatique, surtout de la part de la France pour trouver des alliés contre Berlin. Mais le tour diplomatique de Thiers en Europe ne fut pas couronné de succès ni à Londres, ni à Saint-Pétersbourg. Dans la capitale russe on conseilla à la diplomatie française de trouver d'accord avec Bismarck et de commencer des négociations sur le cessez-le-feu. Ensuite les diplomates français furent bien surpris à Londres, parce que la diplomatie anglaise fut fermement convaincue que la victoire de Berlin rétablit l'équilibre parmi les grandes puissances en Europe. C'était la France qui l'eut voulu bouleverser durant le Second Empire. Et Londres ne fut pas seule avec cette opinion. Paris ne fut pas d'accord avec cet avis, mais la France dut attendre plus de vingt années pour que l'Europe eût la même expérience qu'elle eut traversé en 1870. C'est à juste titre qu'une question se pose: est-ce que la diplomatie contemporaine eut raison qu'elle ne donna pas d'appui à la France dans la guerre franco-prussienne ou Paris fut le victime de l'erreur des grandes puissances jugeant la France un pays subversif? Il semble, cette dernière s'explique par des facteurs psychohistoriques: les grandes puissances au cours du XIX^e siècle furent hantées par le fantôme de Napoléon I^{er} et par l'image de la France conquérante. Donc, si la diplomatie française fut active ou plus active qu'au temps de la Restauration ou de la Monarchie de Juillet, les grandes puissances furent prêtes à voir la France un pays subversif voulant bouleverser l'équilibre européen. Et c'est ce qui explique leurs efforts pour s'allier contre elle comme en 1840 lors de la crise en Egypte ou leur diplomatie fut bien passive, comme au temps de la guerre franco-prussienne pour aider l'ennemie de la France par cette attitude.

Après avoir posé cette question on regarde si la France fut vraiment une menace pour les autres puissances et pour l'équilibre européenne. Et ces pays connurent-ils bien les capacités militaires et économiques de Paris? Et ces capacités furent suffisantes pour que la France pût réaliser ses buts conquérants? « Or, se

demander ce que Napoléon III veut réellement et profondément, c'est interroger la Sybille. » – peut-t on lire.¹ Malgré cette remarque on peut bien voir ce que Napoléon III voulut réaliser pendant son règne. La littérature fait souvent allusion à sa déclaration faite à Bordeaux en 1852 que l'empire c'est la paix, et il semble qu'en réalité c'est le contraire qui est vrai. Ce qui est sûr, c'est que par la tradition familiale, par les ambitions personnelles et par l'opinion publique Napoléon III fut poussé vers une politique extérieure active. Les Français en eurent marre de la politique prudente et médiocre de Louis Philippe et ils voulurent une politique plus dynamique dans les affaires extérieures. Dans les *Idées napoléoniennes* en 1839. Louis Bonaparte esquaissa déjà ses aspirations: la France a une mission en Europe et c'est Paris qui doit établir une « organisation générale » de l'Europe, et il faut tout d'abord supporter les vœux des nationalités et de telle façon on peut supprimer les contradictions et les causes des troubles au continent. Pour pouvoir esquisser ce programme, il semble qu'il fut influencé par le Mémorial de Sainte-Hélène de Napoléon I^{er} sur l'Europe: « Le premier souverain qui, au milieu de la première grande mêlée, embrassera de bonne foi la cause des peuples, se trouvera à la tête de toute l'Europe. »² Et dans le programme de politique étrangère de Louis Bonaparte on trouve la cause des peuples sous la forme de réviser le statut territoriale du Congrès de Vienne, et à son avis il faut redessiner la carte du continent selon les principes nationales.³

L'idée de la révision est déjà présente dans la diplomatie française depuis 1815, mais elle apparut vraiment en mars 1848 dans le manifeste ambigu de Lamartine déclarant la révision, mais ensuite il y renonce ne pas voulant courir d'aventures à la France, puisque en cas d'une révision la France risquerait d'une guerre avec la coalition des pays victorieux à Waterloo. Le programme des peuples opprimés n fut représenté ensuite que par Ledru-Rollin et son groupe dans la politique française.⁴ Après l'avènement de Louis Bonaparte au pouvoir – d'abord comme président de la république, ensuite l'empereur – ce programme devint la partie de la politique officielle de la diplomatie française et Paris supporta le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais de telle façon que les remaniements de la carte de l'Europe se réalisent à la faveur de la France, territorialement aussi. Cette politique étrangère fut une sorte de mélange englobant l'esprit de la révolution avec la devise des frontières naturelles et avec les compensations, le renouvellement de la politique de gloire de Napoléon I^{er} complétant ainsi des efforts à la fois bien actifs et ambitieux mais prudents de Napoléon III et qui put cependant s'adapter aux réalités européennes. Et Paris dut réaliser ce programme pour éviter tout conflit avec la Grande-Bretagne sans renoncer au rôle dominant de la France en Europe. Et de plus cette politique étrangère dut satisfaire soit l'esprit républicain ou monarchiste, bonapartiste, libérale, soit l'esprit catholique dans la politique française.

¹ J. Allain, et al. *Histoire de la diplomatie française : II. De 1815 à nos jours*. Paris 2007, 91.

² S. Berstein-P. Milza (dir.), *Histoire du XIX^e siècle*. Paris 1996, 324. I. Németh, *Európa tervek 1300-1945. Visszapillantás a jövőbe*. [Plans sur l'Europe 1300-1945. Un coup d'œil rétrospectif sur l'avenir] Budapest 2005, 93.

³ P. Renouvin, *Histoires des Relations internationales*. Tome V. *Le XIX^e siècle. De 1815 à 1871. L'Europe des nationalités et l'éveil de nouveaux mondes*. Paris 1954, 271.

⁴ J. Bainville, *Histoire de France*. Paris 1924, 250.

COUPABLE OU VICTIME?

Ce programme exigea vraiment un homme d'État qui dans une époque où il n'y eut pas encore des instituts stratégiques disposant des programmes d'ordinateur capables d'analyser le mouvement des relations internationales fut prêt à entreprendre de réaliser une politique extérieure de grande envergure et bien active dans une situation internationale bien complexe et contradictoire. Napoléon III essaya de le faire. Mais il déclara la politique de paix quand la libération des peuples opprimés, la révision des traités de 1815 et le redessinement de la carte du continent en faveur de la France risquèrent ensemble et particulièrement aussi d'une guerre européenne comme au temps de Napoléon I^{er}. Mais l'empereur estima qu'on peut réaliser cette politique de paix si l'on organise l'Europe selon les principes saint-simoniens, si l'on rétablit le concert européen et on convoque des congrès des grandes puissances pour résoudre les crises de l'Europe comme au temps de la Sainte-Alliance. « De tout mon cœur, je souhaite qu'un jour vienne où les grandes questions qui divisent les gouvernements et les peuples pourront être réglées dans la paix par un tribunal européen. » – déclare-t-il au Sénat, le 21 novembre 1863.⁵

Mais pendant son règne il ne réussit à convoquer un tel congrès qu'au printemps 1856 pour terminer la guerre de Crimée. Mais il l'essayait plusieurs fois, en avril 1859 par exemple, quand l'empereur s'engagea déjà à côté de Cavour, et cependant il accepta la proposition de tsar à convoquer un congrès pour pouvoir résoudre la question italienne. Et il faut y ajouter que cette proposition fut poussée par la diplomatie française. Ensuite l'ultimatum de Vienne à Piémont le 23 avril, deux jours après la proposition des Russes pour la convocation d'un congrès changea tout et ce fut le tour de la guerre et pas celui des négociations. Les victoires de la France dans cette guerre renforcèrent les peurs des puissances. À cause de ces événements la Prusse mobilisa 6 corps d'armée le 12 juin 1859 craignant qu'après l'Italie c'est la question de Rhin qui serait posée par la France. L'accroissement de la France par Nice et Savoie fut une menace pour la diplomatie anglaise aussi voyant dans cette compensation la préface à des remaniements futurs en Europe. C'est pourquoi Londres indiqua à Paris, que les décisions de 1815 à Vienne restaient toujours les garanties de l'équilibre parmi les puissances en Europe. Et quand Napoléon III proposa en novembre 1863 de convoquer un congrès à Paris pour résoudre l'affaire de Pologne et d'autres questions et pour arriver de telle façon à la pacification de l'Europe sans secousses, Londres exprima de nouveau que les traités de 1815 étaient valides et le congrès proposé fut irréal.⁶

Mais l'unité italienne fut un fait accompli et ce fut une révision importante des décisions faites à Vienne en 1815. La réalisation de cette unité affaiblit bien l'Autriche, la puissance conservatrice du status quo européen. Il faut y ajouter que la guerre de Crimée poussa à l'arrière plan la Russie, l'autre puissance de l'Europe de 1815. Ensuite il ne faut pas oublier que la naissance de la Roumanie à la fin des années 50 et au début des années 60 fut aidée par la diplomatie de Napoléon

⁵ Renouvin, *Histoires des Relations internationales*, 272.

⁶ Allain, et al. *Histoire de la diplomatie française*, 120. E. Ollivier, *L'Empire libéral. Études, récits, souvenirs*. Tome sixième: *La Pologne. Les élections de 1863. La loi des coalitions*. Paris 1902, 363. E. Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère, tome III. L'ère des nations; L'Éveil du monde, de Metternich à Bismarck (1830-1878)*. Paris 1931, 646. Bainville, *Histoire de France*, 259.

III. Monténégro et Serbie fut appuyé militairement par la France contre les Turcs. La politique extérieure de l'empereur fut bien active en dehors de l'Europe aussi. Napoléon III continua à coloniser l'Algérie, il appuya militairement les Maronites au Liban, le canal de Suez fut construit sous son patronage, le colonel Faidherbe renforça la présence française au Sénégal et un empire colonial français se profila à l'Ouest de l'Afrique. Au Mexique Napoléon III essaya de barrer la route des États-Unis vers cette région par la création d'un empire catholique et latin estimant que Mexique deviendrait une Californie nouvelle. La politique extérieure du Second Empire fut bien active en Extrême-Orient aussi: on trouve la France en Chine, en Indochine, elle protégea ensemble avec Angleterre les missions et le commerce dans ces régions et aux années 50 elle annexa la Nouvelle Calédonie dans l'océan Pacifique. Ces faits prouvent bien que le Second Empire fut active militairement en Europe et en dehors du continent. Et c'est ce qu'on peut voir dans la diplomatie de l'empereur aussi.

En août 1857 Napoléon III se rencontra la reine Victoria et son mari, le prince Albert à Osborne et il leur présenta ses projets sur l'Europe insistant sur la révision des traités de 1815. Un mois plus tard à Stuttgart le 25 septembre il causa trois jours avec le tsar Alexandre II, lui faisant connaître ses desseins sur les Italiens, Roumains, en faveur de la Prusse et sur l'avenir de la Pologne.⁷ En 1861 à Paris il présenta ces projets au roi de Suède aussi dessinant une Europe avec une Pologne détachée de la Russie et une Scandinavie transformée. En 1863 le continent connut le projet d'Eugénie sur la transformation de l'Europe: l'Autriche perd la Venise et la Galicie, mais en contrepartie elle reçoit la Silésie et les États de l'Allemagne de Sud. La Saxe et Hanovre sont à la Prusse en échange de Poznań et de la Silésie. La rive gauche du Rhin est à la France et on partage la Belgique entre Paris et Londres. Un monarque saxe ou autrichien arrive au trône de la Pologne. La version ultérieure de ce projet parle sur un État de tampon à la rive gauche du Rhin.⁸ Hübner, le chargé d'affaires autrichien à Paris ne put pas connaître en 1854 ces efforts diplomatiques et militaires, malgré cela il écrivit déjà cette phrase sur la politique de Napoléon III dans son Journal: « Comment dormir tranquille quand on a affaire à un homme qui, à chaque instant, veut remanier la carte de l'Europe et qui, quand il est de mauvaise humeur, nous menace de la Révolution? »⁹ Et l'avis d'un diplomate ou d'un contemporain s'occupant des questions de la politique étrangère ne changea pas aux années à venir dans cette question même si l'aventure mexicaine s'acheva par un échec et l'empereur évita tout conflit avec l'Angleterre. Les événements militaires et diplomatiques suggérèrent vraiment que la France était la puissance numéro une en Europe et Paris était sa capitale où les souverains et les hommes politiques se rencontrèrent souvent et tinrent des conférences déterminant le sort du continent. En 1867 par exemple on décida à passer à l'émission de la monnaie attachée à l'étalon d'or dans tout les pays de

⁷ Bourgeois, *Manuel historique*, 622. G. Pervillé, *De l'Empire français à la décolonisation*. Paris 1993, 37-38. R. Girault, *Peuples et nations d'Europe au XIX^e siècle*. Paris 1996, 150-162.

⁸ I. Majoros, *Sedan. Francia-porosz háború 1870-1871*. [Sedan. La guerre franco-prussienne, 1870-1871] Budapest 1993, 29.

⁹ Allain, et al. *Histoire de la diplomatie française*, 92.

COUPABLE OU VICTIME?

l'Europe. Mais si on regard les coulisses du Second Empire on y trouve des difficultés et on peut constater que sa situation économique et militaire fut aussi contradictoires que sa politique étrangère.

Dans la situation économique de la France on voit des changements durant le Second Empire. L'économie des années 50 est exceptionnelle selon les économistes, puisque cette décennie est caractérisée par la prospérité de l'agriculture, par la naissance du système bancaire moderne, et c'est à partir du début de cette décennie qu'on commence les grands travaux de rénovation urbaine, tout d'abord à Paris et c'est l'ère de la révolution ferroviaire réalisant le système des chemins de fer modernes. Mais à partir des années 60 l'économie française se relançait à cause de différents facteurs,¹⁰ et vers la fin du siècle la France fut devancée par l'Allemagne. En définitive, l'économie française pendant le Second Empire et surtout sa fin ne fut pas capable de financer une politique extérieure dangereuse pour l'équilibre parmi les grandes puissances. La situation militaire de la France fut plus grave. Il semblait d'après les apparences que son armée fut bien prestigieuse mais elle ne fut efficace que dans les colonies et contre une armée comme fut celle de l'Autriche en 1859. L'armée française ne fut pas capable de lutter à la fois en Italie et sur le Rhin. Et pour mener une guerre européenne pour redessiner la carte du continent fut impossible pour la France avec cette armée. Son système nécessita donc une transformation, et la formation et la culture des officiers laissèrent beaucoup à désirer. C'est pourquoi l'empereur voulut suivre le modèle prussien donc la conscription. Mais les réformes en 1868 ne changèrent pas beaucoup ce système.¹¹

À la fin des années 60 la situation militaire de la France ne fut bien connue que par Berlin et Vienne. C'est ce qui explique que l'Autriche – nommée plus tôt cadavre par Napoléon III¹² – ne signa pas une convention d'alliance avec Paris, avant que l'empereur commença à mener la guerre contre Berlin. Et cependant la France fut isolée du point de vue diplomatique aussi et elle resta seul dans ce conflit. Pendant son règne Napoléon III ne réussit pas à réorganiser l'Europe selon ses principes et le système des congrès ne fonctionna pas ni en général, ni dans cette crise malgré que Gramont, ministre des Affaires étrangères, essaya de con-

¹⁰ Il faut mentionner tout d'abord le rôle de la guerre de Sécession aux États-Unis, puisque les transports de coton diminuèrent. L'apparition de la pébrine et du phylloxéra influencèrent grièvement l'industrie de la soie et la viticulture et il faut ajouter à ces faits l'essoufflement des constructions ferroviaires et le traité de commerce avec l'Angleterre en 1860 qui ne fut pas avantageux pour l'économie française. J.-Ch. Asselain, *Histoire économique de la France du XVIII^e siècle à nos jours*. I. *De l'Ancien Régime à la Première Guerre mondiale*. Paris 1984, 155.

¹¹ Voir les œuvres suivantes sur la situation militaire de la France: P. Montagnon, Pierre: *Histoire de l'armée française. Des milices royales à l'Armée de métier*. Paris 1997. R. Holmes, *The Road to Sedan. The French Army 1866–1870*. New Jersey 1984. M. Howard, *The French-Prussian War. The German Invasion of France, 1870–1871*, R. Hart-Davis, Soho Square London 1962. J. Monteilhet, *Les institutions militaires de la France (1814–1932). De la paix armée à la paix désarmée*. Felix Alcan, Paris 1932. K. J. Holsti, *Peace and War: armed conflicts and international order 1648–1989*. Cambridge 1991. P. Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers. Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*. London 1988.

¹² O. Jászai, *A Habsburg-monarchia felbomlása*. [Le démembrement de la monarchie des Habsbourg] Budapest 1982, 78.

voquer la réunion des puissances pour résoudre le conflit entre Paris et Berlin. Et on connaît le résultat: la défaite de la France et la fin du Second Empire.

Au début de notre étude on posa la question: la France du Second Empire fut la victime de l'erreur des grandes puissances ou la diplomatie contemporaine eut raison quand elle jugea la France un pays subversif? On vient de citer Alexandre de Hübner, chargé d'affaires autrichiens à Paris, écrivant dans son Journal que Napoléon III, à chaque instant, veut remanier la carte de l'Europe ou menace le continent de la révolution. L'avis de la diplomatie à Londres, à Saint-Petersbourg ou à Berlin ne différa pas beaucoup de l'opinion de Hübner au cours des deux décennies du Second Empire. Et si on regard les faits des efforts diplomatiques et militaires de l'empereur, il faut en conclure que la diplomatie des grandes puissances eut raison dans cette question. C'est pourquoi au temps de la guerre franco-prussienne les grandes puissances put estimer que Berlin pouvait briser l'hégémonie française rétablissant de telle façon l'équilibre européen. Mais il faut y ajouter, que la France du Second Empire ne renversa pas cette équilibre, puisque le pays ne disposa pas des moyens financiers et militaires pour pouvoir réaliser ses buts dits subversifs. Et la diplomatie européenne n'aperçut pas ou elle ne voulut pas apercevoir cette situation. Pour conclure, il faut constater que la France de Napoléon III fut à la fois la victime du jugement inexact de la diplomatie européenne sur l'état militaire et économique de la France à la fin des années 60 et sur les rapports de force entre Paris et Berlin. Et cependant il est aussi vrai que c'est la diplomatie et la politique de l'empereur qui prépara le débâcle de la France du Second Empire.